

APPEL des organisations CFDT-CFTC-CFE/CGC-CGT-FSU-FO-UNSA

À une journée de grève dans le département et de manifestation le

JEUDI 19 MARS

10h30

**Place de la République (Préfecture) Chartres
Tous ensemble privé / public.**

Après les fortes mobilisations du 29 janvier 2009, il est essentiel de maintenir un rapport de force très important pour imposer nos revendications.

Après l'intervention de Nicolas Sarkozy du 5 février et la rencontre des organisations syndicales du 18 février dernier avec le gouvernement, à leur sortie, les organisations syndicales déclaraient, ce n'est pas suffisant. Ni ce dernier, ni le Medef, ne veulent entendre les revendications et la colère qui e sont exprimées le 29 janvier.

Aucune des revendications de la déclaration commune des organisations syndicales du 5 janvier n'a été entendue, notamment :

- défendre l'emploi privé et public ;
- lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales ;
- exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.
- Préserver et améliorer les garanties collectives.

Suite aux refus catégoriques du président de la République sur :

L'arrêt des licenciements, l'utilisation abusive des mises en chômage partiel, le maintien de l'emploi, l'augmentation des salaires, du SMIC, des pensions et des minima sociaux, l'arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires (loi TE-PA)...

La seule réponse du gouvernement est d'avancer des broutilles aux salariés et de continuer à déverser des milliards aux sociétés faisant des profits colossaux, comme dans l'automobile, et aux banques. Il doit retirer la proposition de loi Péresse sur les universités, la loi Bachelot sur l'hôpital, la RGPP pour la fonction publique, et revoir sa décision unilatérale de porter le départ en retraite à 65 voire 70 ans. Pour ne citer que ces quelques exemples

LA CRISE C'EST PAS NOUS, NOUS NE LA PAIERONS PLUS

Cette crise, n'est pas uniquement une crise du système bancaire et financier, mais une crise d'un certain mode de développement où les activités économiques se sont éloignées de leurs finalités sociales, ayant des répercussions graves dans notre département. Par la mise au chômage technique des milliers de salariés dans bon nombre d'entreprises et pour beaucoup d'entre elles, abusant de cette situation pour licencier, fermer des sites. Comme chez BMS SQUIB, LISI Cosmétique, Européenne de l'automobile, européenne, Philips, OUEST-INJECTION...

Lorsqu'on demande à la Préfecture le nombre d'entreprises qui traversent ces situations, on nous répond : « ce n'est pas votre problème ». Des réponses que nous n'acceptons pas.

C'est le cas également dans les services publics de santé, à la SNCF, la Poste ou dans l'Éducation. Alors que le département aura des élèves supplémentaires pour la rentrée 2009, c'est l'équivalent de 50 emplois qui seraient supprimés. Nous ne pouvons pas l'accepter !!!

De plus dans les écoles, 15 postes budgétaires sont vacants et dans le même temps des lauréats au concours 2008 classés sur la liste complémentaire attendent d'être appelés. Quel gâchis !!! 15 jeunes pourraient avoir un emploi stable immédiatement.

Dans les collèges 10% des heures d'enseignements sont prévues sur des heures supplémentaires, la transformation de 2/3 de ces heures en postes créerait 80 emplois sur les 40 collèges.

Pour lutter contre le chômage, de façon urgente, nous proposons que l'état puisse créer ces postes et recruter à la hauteur des besoins, ainsi c'est près d'une centaine de personnes qui se verraient avoir un emploi stable. Puis nous demandons des négociations pour répondre à tous les besoins éducatifs du département.

C'est intolérable et inadmissible

Nous exprimons notre solidarité et notre soutien aux salariés des DOM et à leurs organisations syndicales et appelons gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées.

C'est pour toutes ces raisons que les organisations syndicales départementales ont décidé de travailler ensemble dès maintenant afin de créer les conditions d'une mobilisation plus importante, seules solutions pour gagner sur nos revendications.

Un rassemblement devant le MEDEF qui a une très grande part de responsabilité dans cette situation, a eu lieu le 9. Créons tous ensemble les conditions d'une mobilisation le 19 mars, plus importante encore que le 29 janvier.

Joignez-vous à elles pour des distributions de cette déclaration commune les 10, 12, 17 mars.

C'est à ce stade, l'occasion pour obtenir des avancées sociales qui répondent aux besoins de la population.

MANIFESTATION

JEUDI 19 MARS, 10h30

Place de la République (Préfecture) Chartres

Tous ensemble privé / public.